

Justin Sylvestre Kette

Strasbourg, le 20 mars 2015 - Journée doctorale (ED 270)

La Centrafrique, entre instabilité et espoir

La complexe et dramatique situation sociopolitique et économique que traverse la Centrafrique nous oblige à situer d'abord rapidement le pays, aussi bien géographiquement qu'historiquement. Puis nous expliquerons quelques éléments de l'actualité socio-politique. Pour ce document complémentaire à l'exposé principal, nous suivrons le plan ci-après indiqué.

1. Quelques repères sur la Centrafrique

- a) Repères politico-historiques
- b) Repères religieux
- c) Repères socio-économiques

2. Éléments de l'actualité socio-politique de la Centrafrique

- a) Les rebelles de la Séléka et les milices Anti-Balaka
- b) Les forces internationales
- c) Les espoirs de sortie de crise

1. Quelques repères sur la Centrafrique

Nous présenterons trois types de repères qui nous permettent de comprendre la situation qui prévaut actuellement en Centrafrique : repères politico-historiques, repères religieux et repères socio-économiques.

a) Repères politico-historiques

Donner quelques repères historiques permettra de se faire une idée claire du pays qui constitue le terrain de notre étude : la Centrafrique ou la République Centrafricaine. Ancienne colonie française, appelée autrefois Oubangui-Chari, en référence aux deux fleuves qui fixent naturellement les frontières avec le

Tchad au nord (le Chari) et la République Démocratique du Congo au sud (l'Oubangui), ce territoire aussi vaste que la France, 622 000 km², a accédé à l'indépendance le 13 août 1960, sous le nom de Centrafrique ou République Centrafricaine. Sans rentrer dans les détails de la colonisation, nous tenons à signaler au passage que la colonisation de Centrafrique a duré officiellement 71 ans, de 1889 à 1960, comme l'écrit Auguste Téné-Koyzoa¹. Il faut aussi souligner que la Centrafrique, qui compte environ cinq millions d'habitants, a débuté une ère nouvelle avec la mort tragique du père de l'indépendance, Barthélémy Boganda, premier prêtre autochtone, décès survenu le 29 mars 1959, dans un accident d'avion, une mort dont les circonstances n'ont jamais été élucidées. Curieusement, l'histoire du pays semble être jalonnée à jamais par des drames et des soubresauts à répétition. En effet, l'histoire de la Centrafrique est particulièrement tumultueuse. On dénombre à ce jour cinq coups d'État, souvent entrecoupés d'un semblant de démocratie, et plusieurs tentatives avortées qui sont très souvent suivies de représailles, de pillages et d'exécutions sommaires :

- le coup d'État du 31 décembre 1965, dirigé par le tristement célèbre colonel de l'Armée française Jean-Bedel Bokassa qui va surprendre le monde entier en se couronnant empereur de Centrafrique, le 4 décembre 1977 ; le règne autoritaire de Bokassa a tout de même duré 14 ans ;
- le coup d'État du 20 septembre 1979, dirigé par un commando de parachutistes français, qui a réinstallé au pouvoir David Dacko déjà président de 1960 à 1965 ;
- le coup d'État du 1^{er} septembre 1981 dirigé par le général d'armée André Kolingba ;
- après l'instauration du multipartisme avec les élections qui ont porté au pouvoir Ange-Félix Patassé en 1993, celui-ci sera renversé par son ancien Chef d'État-Major, le général François Bozizé, le 15 mars 2003 ; s'étant

¹. Auguste TENE-KOYZOA, *Centrafrique. Histoire économique et sociale au XXème siècle*, L'Harmattan, Paris 2011, p. 55.

fait adoubé par des élections en 2005, François Bozizé restera au pouvoir jusqu'en 2013 ;

- et le coup d'État dirigé par Michel Djotodia, leader de la rébellion Séléka à majorité musulmane, qui a renversé Bozizé le 24 mars 2013.

b) Repères religieux

Sur le plan religieux, la Centrafrique est un pays à majorité chrétienne. L'évangélisation de l'Oubangui-Chari a été tardive, comparativement à tous les autres pays de la sous-région d'Afrique centrale, du fait de l'enclavement du territoire, de la densité de la forêt équatoriale et son corolaire de risques graves : fièvre jaune, paludisme, bêtes sauvages. Elle a débuté en 1894, avec une équipe de prêtres Spiritains français conduite par Mgr Prosper Augouard, alors Préfet apostolique du Haut-Congo, basé à Brazzaville. Le fleuve Oubangui et ses nombreux affluents furent l'unique voie de communication permettant d'atteindre les terres reculées des Oubangiens. Aujourd'hui, la Centrafrique compte 9 diocèses. On dénombre 9 évêques diocésains et 1 évêque coadjuteur. Pour une population générale évaluée à 5 millions d'habitants, les chrétiens représentent 85 %, les musulmans 5%, et les animistes ou adeptes des religions dites traditionnelles 10%. Par ailleurs, le clergé séculier centrafricain compte environ 300 prêtres et plus d'une centaine de religieux centrafricains.

c) Repères socio-économiques

La République Centrafricaine connaît régulièrement des cycles d'instabilité politique marqués par des coups d'État, des crises militaro-politiques, des mutineries et des rébellions dont les réelles motivations ont toujours été de faire main-basse sur l'important potentiel minier du pays. Tout le monde s'accorde à décrier la situation désastreuse de la République Centrafricaine. Pourtant les ressources naturelles de ce pays sont sans commune mesure avec celles de beaucoup d'États africains. Le sous-sol centrafricain regorge de l'or, du

diamant, du pétrole, de l'uranium, du fer exploité de façon artisanale, et une grande partie du pays est couverte de forêt équatoriale dense... À vrai dire, toutes ces richesses ne profitent pas au peuple centrafricain. Elles contribuent plutôt à alimenter les conflits armés à répétition², aggravant ainsi le malheur d'une population désabusée.

Eu égard à l'instabilité chronique que connaît la Centrafrique, on projette souvent l'image d'un pays exsangue, décrit généralement comme l'un des plus pauvres de la planète. Christophe Ouapou, dans son ouvrage *Les activités entrepreneuriales en Centrafrique. De l'époque coloniale à nos jours*, fait une étude approfondie des facteurs de succès et de déclin de tous les secteurs d'activités économiques de la Centrafrique, en rapport avec son environnement économique, politique et social, depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours³.

2. Éléments de l'actualité socio-politique de la Centrafrique

La Centrafrique présente l'image d'un pays en déliquescence avec plusieurs forces et groupes armés sur le terrain : les rebelles de la Séléka et les milices Anti-Balaka, les forces internationales. Il est important de les décrire avant d'évoquer les espoirs de sortie de crise.

a) La rébellion Séléka et les milices Anti-Balaka

Le monde entier a découvert le visage du chef rebelle Michel Djotodia qui a pris le pouvoir à Bangui le 24 mars 2013. Mais c'est depuis décembre 2012 que de graves événements militaro-politiques ont commencé à ébranler profondément la Centrafrique. En effet, une coalition de plusieurs mouvements rebelles hétéroclites, coalition dénommée Séléka en langue nationale sango, ce qui

². Cf. Reportage sur la Centrafrique « Diamants en terrain miné », dans l'hebdomadaire *L'Express* n. 3308 du 26 novembre 2014, p. 80-89.

³. Christophe OUAPOU, *Les activités entrepreneuriales en Centrafrique. De l'époque coloniale à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 2010.

signifie « alliance » ou « serment », a entamé la conquête des régions du nord-est de la Centrafrique⁴. Sans projet politique clairement exprimé, ces mouvements rebelles pillent et détruisent tout sur leur passage. Apparemment leur seul objectif était de réclamer le départ du président de la République, François Bozizé, lui-même arrivé au pouvoir par une rébellion en 2003, un président qu'ils accusent de non-respect de la parole donnée lors des négociations des accords de paix de 2008. La signature de nouveaux accords de paix à Libreville au Gabon le 11 janvier 2013 n'a pas mis fin aux velléités de ces rebelles que l'on accuse de bénéficier de l'appui supposé de plusieurs États musulmans dont le Tchad et le Soudan voisins. Tous les observateurs s'accordent à dire que la quasi-totalité des éléments rebelles ne parlent que l'arabe, et que les combattants de la Séléka sont majoritairement des ressortissants soudanais et tchadiens musulmans, à la solde de quelques leaders centrafricains qui ont fait fortune dans les mines de diamants et d'or des régions du nord et du sud-est, zone dite des quatre frontières : Tchad, Centrafrique et les deux Soudans.

Face aux débâcles de l'armée régulière centrafricaine qui battait en retraite à l'avancée des rebelles, la coalition rebelle Séléka a fini par chasser le pouvoir en place à Bangui le 24 mars 2013, après une conquête éclairée de la quasi-totalité du pays. Vont s'ensuivre des mois de pillage, de vol et d'assassinats ciblés, de viols et d'agressions sexuelles, des arrestations et détentions arbitraires, des actes de torture, de recrutement d'enfants soldats... Ces exactions visaient essentiellement les populations chrétiennes⁵. L'objectif des chefs de guerre de la Séléka est essentiellement la prise de butin. Grâce aux pillages et aux revenus

⁴ Créée en septembre 2012, elle comprenait la Convention Patriotique du Salut du Kodro (CPSK), la Convention des patriotes pour la justice et la paix fondamentale (CPJP-Fondamentale, faction dissidente de la CPJP) et l'Union des Forces démocratiques pour le Rassemblement (UFDR), fondée en 2006 par le futur leader du coup d'État, Michel Djotodia. Cette coalition de circonstances est un ramassis de délinquants, de criminels, de bandits de grands chemins, de fuyitifs recherchés par la justice centrafricaine, "épaulés par des mercenaires soudanais et tchadiens, eux aussi musulmans"; cf. *Pèlerin* n.6837 du 12 décembre 2013, p. 22.

⁵ Comme l'écrit *Le Nouvel Observateur*, « Les musulmans n'ont-ils pas échappé pour la plupart aux pillages ? Les objets volés ne finissent-ils pas sur les étals de leur quartier, appelé Kilomètre Cinq ? ». Le sentiment général est que « l'arrivée des musulmans à la tête d'une Centrafrique au trois quarts chrétienne laisse planer le risque d'un conflit confessionnel »; cf. *Le Nouvel Observateur* n. 2532 du 16 mai 2013, p. 58-61.

tirés du commerce illicite de l'or, diamants et d'ivoire, ils financent leurs activités. Avec la prise de Bangui, tout le pays a basculé dans l'anarchie et le chaos. La désolation s'est emparée des centrafricains ; l'insécurité est totale sur toute l'étendue du territoire. Ce climat d'insécurité et d'impunité attise d'ailleurs le désir de vengeance et augmentent les risques de conflits intercommunautaires et interconfessionnels, d'autant plus que les pillages ont ciblé particulièrement les infrastructures des églises et les domiciles des fonctionnaires et agents de l'État de confession chrétienne. Fait grave pour être signalé, l'offensive de la coalition Séléka a détruit la quasi-totalité du système judiciaire, le tissu économique et social du pays. Les éléments de la Séléka ont saccagé toutes des infrastructures du système judiciaire: palais de justice, dossiers des juridictions, archives communales, prisons, registres des prisons et dossiers du ministère public.

C'est dans ce climat que va apparaître au grand jour une milice appelée Anti-Balaka. Certains médias n'hésitent pas à les présenter comme des milices chrétiennes. Mais le phénomène Anti-Balaka est très ancien, antérieur au conflit actuel. L'origine des Anti-Balaka remonte aux années 1990. L'appellation Anti-balaka est une contraction de « anti », « bal », « AK 47 » ; c'est-à-dire des gens qui se réclament invulnérables aux tirs de balles de Kalachnikov (en abrégé AK 47). Leur secret se trouverait dans les amulettes et les gris-gris qu'ils arborent au cou. Ils disent et font croire que ces gri-gris sont censés les immuniser contre les balles d'AK-47. Au départ, ce sont des paysans des régions de la savane (nord et l'ouest du pays) qui se sont constitués en groupes d'auto-défense, face à l'incapacité des forces conventionnelles de l'État (police, gendarmerie et armée) pour lutter contre les bandits de grand chemin et surtout contre les vagues de nomades Peuls qui faisaient paître leurs troupeaux dans leurs champs. L'arsenal des milices Ainti-Balaka est constitué à l'origine de fusils de chasse, des arcs, de machettes et de gourdins.

L'arrivée des rebelles Séléka au pouvoir a fait basculer la lutte de ces chasseurs traditionnels vers une lutte contre les bandes armées Séléka. Faut-il encore rappeler que la course au pouvoir des rebelles Séléka a été émaillée de nombreuses exactions. En effet, tout au long de leur progression fulgurante, depuis les frontières tchado-soudano-centrafricaines jusqu'à la capitale Bangui, des églises ont été profanées, des presbytères et des évêchés ont été systématiquement saccagés, des tabernacles et des croix ont été arrachées dans les lieux de culte, des pasteurs ont été froidement abattus, des prêtres et un évêque ont été publiquement molestés par les rebelles de la Séléka. À cela s'ajoutent la destruction systématique des champs des paysans, la saisie de leurs produits de récolte, l'abattage systématique des porcs et volaille dans les villages par les rebelles. Il n'y a jamais eu de justice rendue aux victimes. Ce sentiment d'impunité totale accordée aux nouveaux maîtres du pays a malheureusement creusé le lit à d'autres exactions orchestrées par les milices Anti-Balaka qui attisent la haine et la vengeance⁶. Le désir de vengeance étant très poussé, après dix mois d'un régime de terreur sous Michel Djotodia, le combat de ces milices a fini par gagner un terrain fertile pour se radicaliser avec les attaques systématiques des citoyens musulmans accusés d'avoir soutenu les rebelles Séléka. Ceux-ci étant majoritairement musulmans, l'amalgame a été vite faite par les Anti-Balaka qui n'hésitent pas à pourchasser non seulement les rebelles de la Séléka mais aussi les populations musulmanes. Les milices Anti-Balaka sont un ramassis de jeunes désœuvrés souvent analphabètes, de coupeurs de route, de paysans spoliés, d'anciens militaires des forces armées centrafricaines, des milices pro-Bozizé qui veulent en découdre avec les rebelles de la Séléka considérés comme des bourreaux et des envahisseurs.

⁶. Le journal *Le Figaro* décrit des scènes de violence et de haine à Bangui ; cf. l'article « Bangui minée par les haines confessionnelles, *Le Figaro* du 13 décembre 2013, p. 7.

b) Les forces internationales

On distingue trois types de forces armées en Centrafrique :

- les Forces françaises de l'opération *Sangaris* autorisée par la résolution 2127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, déployées en Centrafrique le 6 décembre 2013 ; elles sont fortes de 2000 hommes.
- les Forces des Nations Unies dont l'essentiel des troupes provient des pays africains ayant déjà contribué à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA)⁷ ; l'effectif actuel est de 9000 hommes et est censé atteindre 12000 hommes en avril prochain.
- les Forces européennes de l'opération Eufor (*European Forces*) déployées par l'Union européenne ; elles sont fortes de 1000 hommes.

Ces forces internationales ont remis sur pied ce qu'elles appellent « les forces de sécurité intérieure de Centrafrique » comprenant essentiellement la police et la gendarmerie mais qui opèrent sous le commandement des forces des Nations Unies. Quant aux forces armées centrafricaines, elles ne sont plus opérationnelles depuis la prise du pouvoir par la Séléka. Entièrement désarmées et cantonnées, elles attendent officiellement une probable restructuration qui tarde à venir.

La présence de trois forces internationales (la force française *Sangaris*, la force européenne *Eufor-RCA* et les casques bleus de la Minusca) a permis de stabiliser la situation, sans pour autant pacifier l'ensemble du territoire. Les Forces internationales⁸, françaises surtout, sont apparues, au début de leur intervention à Bangui, comme piégées dans des affrontements intercommunautaires dont leurs autorités semblent avoir sous-estimé l'ampleur au moment où la décision d'envoyer des troupes en Centrafrique a été prise. Elles ont mis du temps pour

⁷. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a autorisé l'envoi en Centrafrique par sa résolution du 10 avril 2014.

⁸. Le désarmement des rebelles de la Séléka par les Forces françaises de l'opération *Sangaris*, autorisée par la résolution 2127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies concomitamment avec les Forces africaines de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), a ouvert la voie aux exactions perpétrées par les milices Anti-balaka. Tous ceux qui étaient désarmés étaient ainsi pris à part par des foules en colère.

comprendre l'ampleur de la situation. Une grille de lecture très controversé a longtemps présenté le conflit centrafricain comme étant un conflit inter-religieux. Tout semblait faire croire à un conflit religieux opposant deux groupes : les chrétiens d'un côté et les musulmans de l'autre. Cette grille de lecture ne rend compte ni de la réalité ni de l'enjeu du conflit en cours. Il est vrai que les chrétiens sont majoritaires en Centrafrique, et les musulmans minoritaires. Mais il ne faut pas oublier que les deux communautés ont toujours vécu pacifiquement ensemble jusqu'au déferlement des rebelles Séléka.

c) Les espoirs de la paix

L'élection d'une femme comme Chef de l'État de transition après la démission forcée du Président auto-proclamé Michel Djotodia le 10 janvier 2014, Catherine Samba-Panza a suscité une lueur d'espoir qui s'est vite évaporée avec la persistance de l'insécurité aussi bien dans certains quartiers de Bangui que dans plusieurs régions du pays. Désormais les espoirs de paix reposent sur d'autres facteurs (4) :

- le déploiement progressif des Forces des Nations Unies qui devrait conduire à ramener la stabilité et contribuer au redéploiement des services de l'administration sur toute l'étendue du territoire ;
- les efforts de conciliation menée par la plate-forme inter-religieuse composée de l'Archevêque de Bangui, Mgr Dieudonné Nzapalaïnga, de l'imam Kobine Layama (président de la communauté musulmane de Centrafrique) et du pasteur Nicolas Guérékoyaméné (président de l'Alliance Évangélique de Centrafrique). Constituée depuis décembre 2012, date du début de la grave crise que connaît la Centrafrique, cette plateforme a alerté l'opinion nationale et internationale et a dénoncé l'instrumentalisation de la religion dans la crise militaro-politique en Centrafrique. Ces trois leaders religieux ont été à l'initiative

de tous les pourparlers de paix entre les différents protagonistes du conflit ;

- le forum de la réconciliation nationale programmée pour mars 2015 et sensé débattre du fond en comble de toutes les causes et racines du conflit en cours ;
- et la réforme des forces de défense et de sécurité nationale.

En conclusion, tous ces signes d'espoir de paix ne doivent pas perdre de vue la responsabilité qui incombe aux citoyens centrafricains eux-mêmes de faire sortir leur pays de cette situation chaotique qui a trop duré.